

Que nous dit la législation sur les droits du patient en situation de handicap intellectuel?



BAUDOUIN POURTOIS
CONSEILLER JURIDIQUE



Deux références légales majeures en matière d'accès aux soins pour les personnes en situation de handicap:

- Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient (M.B. 26 septembre 2002)
- Loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, (M.B., 14 juin 2013)



Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : Quels droits?

1. Bénéficier d'une prestation de soins de qualité
2. **Choisir librement** le praticien professionnel
3. **Être informé** sur son état de santé
4. **Consentir librement à la prestation de soins**, avec information préalable
5. Savoir si le praticien est assuré et autorisé à exercer sa profession
6. Pouvoir compter sur un dossier tenu à jour, pouvoir le consulter et en obtenir copie
7. Être assuré de la protection de sa vie privée
8. Pouvoir introduire une plainte auprès d'un service de médiation



Les droits du patient

Rôle de soutien du patient par deux personnes : la personne de confiance et le représentant du patient :

- **La personne de confiance** assiste et soutient un patient **encore capable**, dans l'exercice de certains droits de celui-ci (Art.7, § 2)
- **Le représentant** agit au nom du **patient incapable** et exerce tous les droits de celui-ci (Art.14, § 1^{er})



Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la personne de confiance - Article 7,§2:

«Le patient a le droit de se faire assister par une personne de confiance ou d'exercer son droit sur les informations visées au § 1^{er} par l'entremise de celle-ci. Le cas échéant, le praticien professionnel note, dans le dossier du patient, que les informations ont été communiquées, avec l'accord du patient, à la personne de confiance ou qu'elles ont été communiquées au patient en la présence de la personne de confiance».

= Droit du patient de se faire assister par une personne de confiance ou d'exercer son droit à l'information sur son état de santé par l'entremise de celle-ci.



Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la personne de confiance:

La personne confiance est la personne désignée par formulaire par le patient pour lui fournir une aide dans l'exercice de ses droits de patient.

Cette personne n'a pas de pouvoir de décision. Elle ne fait que l'assister dans la réception de l'information de la part du praticien, dans la consultation de son dossier ou la demande de copie du dossier.

Je soussigné (e), (nom et prénom du patient),
désigne ci-après la personne suivante comme ma personne de confiance qui peut également, en
dehors de ma présence, exercer les droits suivants :

o **S'informer sur mon état de santé et son évolution probable**

Période : (p ex jusqu'à une date déterminée, pour une durée indéterminée)

Nom du praticien concerné (p ex le médecin généraliste) :
.....

o **Consulter mon dossier patient**

Période : (p ex jusqu'à une date déterminée, pour une durée indéterminée)

Nom du praticien concerné (p ex le médecin généraliste) :
.....

o **Demander une copie de mon dossier patient**

Période : (p ex jusqu'à une date déterminée, pour une durée indéterminée)

Nom du praticien concerné (p ex le médecin généraliste) :
.....

▪ **Identité du patient :**

- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Date de naissance :

▪ **Identité de la personne de confiance**

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Date de naissance :

Fait à, le (date) - Signature du patient :

Recommandation : Il est recommandé de rédiger ce formulaire en trois exemplaires. Un exemplaire peut être conservé par le patient, un par la personne de confiance et un par le praticien chez qui la personne de confiance, sans la présence du patient, reçoit l'information, consulte le dossier ou peut faire une copie du dossier.

Information : Le patient peut à tout moment faire savoir au praticien que la personne de confiance ne peut plus agir comme repris ci-dessus.



Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

PRINCIPE:

**LE PATIENT MAJEURE EXERCE SES DROITS LUI-MÊME
S'il EST CAPABLE D'EXPRIMER SA VOLONTÉ**

CORROLAIRE:

**LE PATIENT EST ASSOCIÉ À L'EXERCICE DE SES DROITS
COMPTE TENU DE SES FACULTÉS DE COMPRÉHENSION**

Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

Qui décide si le patient est capable ou non d'exercer ses droits du patient?

Dans le cadre d'une mise sous protection judiciaire (=Administration à la personne), ce n'est plus le juge de paix car cette compétence prévue dans la version initiale de la loi du 17 mars 20 lui a été supprimée par la loi du 21/12/2018 modifiant la loi du 17 mars 2013



Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

TECHNIQUE DE REPRÉSENTATION EN CASCADE SI INCAPABLE D'EXPRIMER SA VOLONTÉ:

- Par un mandataire désigné par écrit par le patient (formulaire à remplir)



Désignation d'un MANDATAIRE

dans le cadre de la représentation du patient

(article 14 §1 de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient)

- Je soussigné(e) désigne la personne citée ci-dessous pour me représenter, pour autant et aussi longtemps que je ne serai pas en mesure d'exercer moi-même mes droits en tant que patient.

• Données personnelles du patient :

- nom et prénom :

- adresse :

- numéro de téléphone :

- date de naissance :

• Données personnelles du mandataire :

- nom et prénom :

- adresse :

- numéro de téléphone :

- date de naissance :

Fait à, le (date) - Signature du patient :

- J'accepte ma désignation de représentant comme visée ci-dessus et je veillerai à représenter le patient pour le cas où il ne serait pas en mesure d'exercer ses droits.

Fait à le (date) - Signature du mandataire :

Recommandations :

1. Il est recommandé de rédiger ce formulaire en deux exemplaires ; un exemplaire peut être conservé par le mandataire, un exemplaire peut être conservé par le patient et une copie peut en être communiquée au médecin de famille ou à un autre médecin choisi par le patient. En ce cas, le médecin est :(à compléter par le patient)

2. La désignation du mandataire peut être révoquée à tout moment, par un écrit, daté et signé. En ce cas, il est recommandé de mettre au courant toutes les personnes qui ont reçu la désignation originale.



Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

TECHNIQUE DE REPRÉSENTATION EN CASCADE SI INCAPABLE D'EXPRIMER SA VOLONTÉ:

- Par un mandataire désigné par écrit par le patient (formulaire à remplir)



Désignation d'un MANDATAIRE

dans le cadre de la représentation du patient

(article 14 §1 de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient)

- Je soussigné(e) désigne la personne citée ci-dessous pour me représenter, pour autant et aussi longtemps que je ne serai pas en mesure d'exercer moi-même mes droits en tant que patient.

• Données personnelles du patient :

- nom et prénom :

- adresse :

- numéro de téléphone :

- date de naissance :

• Données personnelles du mandataire :

- nom et prénom :

- adresse :

- numéro de téléphone :

- date de naissance :

Fait à le (date) - Signature du patient :

- J'accepte ma désignation de représentant comme visée ci-dessus et je veillerai à représenter le patient pour le cas où il ne serait pas en mesure d'exercer ses droits.

Fait à le (date) - Signature du mandataire :

Recommandations :

1. Il est recommandé de rédiger ce formulaire en deux exemplaires ; un exemplaire peut être conservé par le mandataire, un exemplaire peut être conservé par le patient et une copie peut en être communiquée au médecin de famille ou à un autre médecin choisi par le patient. En ce cas, le médecin est :(à compléter par le patient)

2. La désignation du mandataire peut être révoquée à tout moment, par un écrit, daté et signé. En ce cas, il est recommandé de mettre au courant toutes les personnes qui ont reçu la désignation originale.

Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

TECHNIQUE DE REPRÉSENTATION EN CASCADE SI INCAPABLE D'EXPRIMER SA VOLONTÉ:

- Par l'administrateur à la personne : si le patient incapable d'exprimer sa volonté et si le juge de paix a estimé l'administrateur à la personne compétent pour les droits du patient dans son ordonnance de désignation de l'administrateur (art.492/1, §1, al.4, C.civ.);

Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

TECHNIQUE DE REPRÉSENTATION EN CASCADE SI INCAPABLE D'EXPRIMER SA VOLONTÉ:

- Si pas d'administrateur habilité, l'époux, le cohabitant légal ou de fait;
- A défaut, en ordre successif, un enfant majeur, un parent, un frère ou une sœur majeurs du patient;

Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : la représentation du patient - Article 14:

TECHNIQUE DE REPRÉSENTATION EN CASCADE SI INCAPABLE D'EXPRIMER SA VOLONTÉ:

- In fine, le praticien professionnel concerné, le cas échéant, dans le cadre d'une concertation pluridisciplinaire, décide.

Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : Association du patient à la décision:

Article 14, §4 :

« Le patient est associé à l'exercice de ses droits autant qu'il est possible et compte tenu de sa capacité de compréhension »

Les droits du patient

**Loi du 22/08/2002 : Dérogation au choix des représentants:
Article 14:**

En cas de conflit entre deux ou plusieurs personnes pouvant intervenir, le praticien professionnel, le cas échéant dans le cadre d'une concertation pluridisciplinaire, déroge à la décision prise par la personne visée aux articles 12, 14, § 2 ou 3

= Rôle d' « arbitrage » du praticien professionnel

Les droits du patient

Loi du 22/08/2002 : Dérogation au choix des représentants:
Article 15:

« Dans l'intérêt du patient et afin de prévenir toute menace pour sa vie ou toute atteinte grave à sa santé, le praticien professionnel, le cas échéant dans le cadre d'une concertation pluridisciplinaire, déroge à la décision prise par la personne visée aux articles 12, 14, § 2 ou 3. Si la décision a été prise par une personne visée à l'article 14, §er, le praticien professionnel n'y déroge que pour autant que cette personne ne peut invoquer la volonté expresse du patient. »

= Décision finale au praticien professionnel

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Dans son ordonnance, le juge de paix doit se prononcer sur une série d'items dont certains concernent la santé (Article 492/1.civ.) :

la personne à protéger est-elle ou non capable de les accomplir seule?

- Consentir à une expérimentation sur la personne humaine (16°)
- Consentir à un prélèvement d'organe (17°)

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Dans son ordonnance, le juge de paix doit se prononcer sur une série d'items dont certains concernent la santé (Article 492/1.civ.) :

la personne à protéger est-elle ou non capable de les accomplir seule?

- Exercer le droit de refuser la réalisation d'une autopsie sur son enfant de – de 18 mois (18°)
- consentir à un prélèvement de matériel corporel sur des personnes vivantes (19°)

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Dans son ordonnance, le juge de paix doit se prononcer sur une série d'items dont certains concernent la santé (Article 492/1C.civ.) :

la personne à protéger est-elle ou non capable de les accomplir seule?

- **CAS PARTICULIER:** Le juge ne se prononce plus sur la capacité de la personne à protéger à exercer ses **droits du patient** (ancien art.492/1, 15° abrogé) depuis la loi du 21/12/2018 car renvoi à la représentation prévue par la loi du 08/10/2002 sur les droits du patient

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Dans son ordonnance, le juge de paix doit se prononcer sur une série d'items dont certains concernent la VRAS (Article 492/1.civ.) :

CAS PARTICULIER: l'exercice des droits du patient: Loi du 21/12/2018 « (...) Dans tous les cas, le juge se prononce également sur la compétence de l'administrateur à la personne d'exercer les droits du patient sur base de l'article 14, § 2, de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, si la personne n'est pas en mesure d'exercer elle-même ces droits selon la loi précitée »

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Série d'actes qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes (Article 497/2 C.civ.):

Exemple:

- le consentement au mariage, son annulation, le divorce, la cohabitation légale
- la fixation de la résidence conjugale
- le consentement à disposer du logement familial

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Article 497/2: Série d'actes relatifs à la santé qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes:

- le consentement à une stérilisation (15°)
- le consentement à une PMA (16°)
- la demande d'euthanasie (18°)

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Article 497/2: Série d'actes relatifs à la santé qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes:

- La demande d'IVG (19°)
- Le consentement à des actes qui touchent l'intégrité physique ou la vie intime de la personne protégée sans préjudice des dispositions dérogatoires reprises dans des lois particulières (20°)

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Article 497/2: Série d'actes relatifs à la santé qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes:

- le consentement à l'utilisation de gamètes ou d'embryons in vitro à des fins de recherche (21°)
- L'exercice du droit de refuser la réalisation d'une autopsie sur son enfant de – de 18 mois (22°)
- Le consentement à un prélèvement de sang et de dérivés du sang (23°), à un prélèvement d'organes (24°)

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Article 497/2: Série d'actes qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes:

- Le **consentement à des actes qui touchent l'intégrité physique ou la vie intime de la personne protégée** mais sans préjudice des dispositions dérogatoires reprises dans des lois particulières (exemple de loi particulière: loi relative aux droits du patient...)

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Article 497/2: Série d'actes qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes:

- En résumé: Si le juge déclare la personne incapable, tous ces actes ne pourront jamais être exécutés ni par elle ni par l'administrateur;
- Solution pour accomplir ces actes: faire modifier l'ordonnance du juge de paix en modifiant la capacité de la personne protégée sur l'acte médical à accomplir (sur base d'un certificat médical);

Les protections juridiques (Loi du 17 mars 2013)

Article 497/2: Série d'actes qui ne sont **pas susceptibles de** faire l'objet d'une **assistance ou d'une représentation** par l'administrateur car trop intimes:

- Si l'administrateur à la personne ne peut agir, on pourrait dans certains cas passer par le biais de la représentation en cascade précisée à l'article 14 de la loi sur les droits du patients pour poser l'acte médical voulu;
- Problème de cohérence entre les deux textes de loi: Code civil qui interdit et loi du 08-08-2002 qui permet!

Quelles pistes de réflexion pour l'exercice des droits du patient pour les personnes en situation de handicap mental?

Quelques constats :

- Existence d'un arsenal législatif assez complet
- Peu de doctrine et jurisprudence en la matière mais avis du Conseil de l'Ordre des médecins intéressants (<https://ordomedic.be/fr/avis>)
- Coexistence de la loi du 22-08-2002 et des dispositions du Code civil (Loi 17-03-2013) n'est pas toujours simple (Projet de modernisation de la loi du 22/08/02 ne modifie rien à ce propos)



MERCI POUR VOTRE ATTENTION!